



## **Commission des Finances et du Budget**

et

## **Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire**

### **Procès-verbal de la réunion du 11 novembre 2016**

#### Ordre du jour :

Evolution de la situation budgétaire

\*

Présents : M. André Bauler, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Gilles Baum remplaçant Mme Joëlle Elvinger, M. Franz Fayot, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen, Mme Viviane Loschetter, M. Laurent Mosar, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler, M. Michel Wolter, membres de la Commission des Finances et du Budget

Mme Diane Adehm, M. Mars Di Bartolomeo remplaçant M. Frank Arndt, M. André Bauler, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Josée Lorsché, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances  
M. Alain Bellot, Directeur de l'Administration des Douanes et Accises  
Mme Isabelle Goubin, Directeur du Trésor  
M. Romain Heinen, Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED)  
M. Luc Schmit, Directeur adjoint de l'Administration des Contributions directes (ACD)  
M. Jean Olinger, de l'Inspection Générale des Finances (IGF)  
M. Pierre Frisch, M. Etienne Reuter, du Ministère des Finances

Mme Francine Cocard, de l'Administration parlementaire

Excusés: Mme Joëlle Elvinger, M. Henri Kox, M. Marc Spautz, membres de la Commission des Finances et du Budget  
M. Frank Arndt, M. Félix Eischen, Mme Martine Mergen, membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

\*

Présidence: M. Eugène Berger, Président de la Commission des Finances et du Budget ;  
Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution  
budgétaire

\*

## **Evolution de la situation budgétaire**

Sur base des documents joints en annexe, M. le Ministre des Finances expose la situation budgétaire telle qu'elle se présente au 30 septembre 2016.

Au niveau des **recettes courantes** de l'Etat, les recettes provenant des contributions directes enregistrent une hausse de 7,4%. Les impôts sur les revenus des collectivités (sommes encaissées sous forme d'avances trimestrielles) ont augmenté de 3,3%, résultat jugé tout à fait satisfaisant par le Gouvernement. L'impôt commercial communal connaît une hausse de 25,2% par rapport à l'année précédente, augmentant plus vite qu'initialement escompté.

Les retenues par assiette ont connu une hausse de 7,4%, alors que les retenues sur les salaires et traitements ont augmenté de 5,6%. Les deux résultats restent en deçà des chiffres escomptés.

L'impôt sur la fortune a connu une croissance forte de 37,1%, alors que les revenus des capitaux ont augmenté de 18%.

La retenue libératoire nationale sur les intérêts chute de 10,9%. M. le Ministre rappelle que les intérêts sur les fonds déposés en banque sont très bas.

Au niveau des recettes courantes, 72,7% des sommes estimées ont été encaissées.

Pour le volet «Enregistrement et domaines», M. le Ministre souligne que les recettes brutes en provenance de la TVA (hors commerce électronique) ont augmenté. Cette évolution est due à la bonne conjoncture.

Les recettes en provenance du commerce électronique ont baissé de plus de 30%, étant donné le départ de plusieurs entreprises du domaine. Le Gouvernement estime que ces recettes ne seront plus que de quelque 100 millions d'euros en 2017.

Les droits d'enregistrement ont augmenté de 7%, témoignant d'une année exceptionnelle. La taxe d'abonnement enregistre une moins-value de 2,8%.

Les recettes ont connu une hausse de 0,9%.

Les recettes provenant des douanes et accises ont dépassé de 9,3% les prévisions gouvernementales. Les droits d'accises sur les huiles minérales notent une baisse de 3,2%, mais les accises encaissées sur les cigarettes et produits du tabac sont de 13,4% supérieures aux recettes de la même époque en 2015.

Au niveau de **l'évolution des recettes et dépenses**, M. le Ministre note une baisse du solde négatif à -208 millions d'euros, avec une progression des recettes totales qui s'avère, avec 4,9%, plus solide que la progression des dépenses totales (4,4%), en comparaison avec les chiffres du mois de septembre 2015.

**Dépenses:** La consommation intermédiaire (les frais de fonctionnement de l'Etat) a connu une hausse de 4,2%, alors que la formation de capital a augmenté de manière spectaculaire

(+26%), témoignant de la politique d'investissement publique. La rémunération des salariés a connu une hausse de 2,2%.

Le tableau 4 (voir en annexe) montre que le déficit budgétaire était initialement escompté à 438 millions d'euros. Fin septembre, il s'élèverait à 151 millions d'euros, selon les estimations.

### **Echange de vues**

Un membre du groupe parlementaire CSV demande si les chiffres présentés par le Ministre tiennent compte de la circulaire budgétaire adressée aux communes.

Un représentant du groupe LSAP rappelle que les communes dressent leur budget en prenant pour base les réalisations du compte de l'avant-dernier exercice (N-2). Les prévisions budgétaires résultent d'évaluations, de calculs et d'éléments que le secrétariat ou le service financier doit pouvoir justifier et expliquer et ne peuvent dès lors pas tenir compte des sommes que l'Etat verse aux communes. Quant aux recettes dont le montant n'est pas connu, elles peuvent être fixées par provision, c'est-à-dire approximativement, sur la base du chiffre renseigné au budget précédent, à moins que l'administration communale n'ait des raisons plausibles de les réévaluer à un taux plus bas ou plus élevé.

L'orateur s'interroge, en plus, pourquoi la masse salariale augmente, alors que les retenues sur les salaires et traitements ne connaissent pas une hausse semblable. M. le Ministre croit que, même si la masse salariale globale va en augmentant, il est probable que les salaires payés dans les emplois nouvellement créés soient bas. La question mériterait d'être continuée aux services traitant de telles données, dont notamment le STATEC.

Suite à une question concernant la taxe d'abonnement, M. le Ministre répond que les avoirs dans les fonds n'ont pas augmenté de manière spectaculaire, ce qui fait que les sommes encaissées n'enregistrent également qu'une hausse faible.

Un membre de la sensibilité politique ADR souhaite savoir si l'Etat compte couvrir le déficit budgétaire par le biais d'un emprunt. M. le Ministre répond que ses services observent de près les marchés financiers. Etant donné que la situation est plus favorable qu'initialement prévu, la décision d'émettre un emprunt a été reportée.

Il est proposé d'organiser une réunion spécifique relative à ce sujet.

\* \* \*

Luxembourg, le 20 janvier 2017

La secrétaire,  
Francine Cocard

Le Président de la Commission des Finances  
et du Budget,  
Eugène Berger

La Présidente de la Commission du Contrôle  
de l'exécution budgétaire,  
Diane Adehm

### **ANNEXES:**

- Situation des recettes courantes de l'Etat au 30 septembre 2016
- Evolution des recettes et dépenses au 30 septembre 2016
- Evolution des recettes et dépenses (de l'Administration centrale / 2016)
- Budget de l'Etat pour 2016 (comptabilité nationale): Compte au 30 septembre 2016

Tableau 1

## SITUATION DES RECETTES COURANTES DE L'ETAT AU 30 SEPTEMBRE 2016

|  | Recettes au 30.09 |         |         | Compte prov.<br>2015 | Budget<br>2015 | Budget<br>2016 | Budget<br>2015 | Compte prov.<br>2015 | Budget<br>2014 | Compte<br>2014 | Recettes en % du budget voté |         |         | Variation 15/16<br>en mto. EUR.<br>en % |
|--|-------------------|---------|---------|----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------------|----------------|----------------|------------------------------|---------|---------|---|
|  | 2016              | 2015    | 2014    |                      |                |                |                |                      |                |                | 2016                         | 2015    | 2014    |   |
| <i>(tous les montants sont exprimés en mto. EUR)</i>                                 |                   |         |         |                      |                |                |                |                      |                |                |                              |         |         |   |
| <b>I. Contributions directes</b>   | 5 294,3           | 4 927,7 | 4 597,4 | 6 861,2              | 6 300,1        | 6 251,3        | 6 861,2        | 6 853,0              | 6 300,1        | 6 251,3        | 72,7                         | 71,8    | 73,0    | 366,6                                   |
| 1. Collectivités [1]   | 1 180,4           | 1 142,2 | 1 088,4 | 1 592,0              | 1 520,0        | 1 475,5        | 1 592,0        | 1 625,6              | 1 520,0        | 1 475,5        | 72,7                         | 71,8    | 73,0    | 366,6                                   |
| 2. Assiette [1]  | 557,2             | 518,9   | 493,7   | 741,0                | 700,0          | 663,5          | 741,0          | 712,6                | 700,0          | 663,5          | 73,8                         | 71,7    | 71,6    | 38,1                                    |
| 3. Salaires et traitements   | 2 471,2           | 2 341,2 | 2 239,4 | 3 330,0              | 3 190,1        | 3 012,6        | 3 330,0        | 3 190,1              | 3 012,6        | 3 012,6        | 69,3                         | 70,3    | 74,5    | 130,1                                   |
| 4. Impôt de solidarité   | 271,5             | 268,6   | 243,3   | 435,7                | 423,2          | 401,9          | 435,7          | 423,2                | 401,9          | 396,3          | 59,9                         | 59,4    | 60,5    | 12,9                                    |
| 5. Revenus de capitaux   | 293,8             | 248,9   | 203,7   | 280,0                | 240,0          | 255,8          | 280,0          | 298,7                | 240,0          | 255,8          | 113,0                        | 103,1   | 84,9    | 18,0                                    |
| 6. Fortune [2]   | 385,5             | 281,2   | 201,5   | 430,0                | 285,0          | 274,0          | 430,0          | 385,0                | 274,0          | 258,8          | 89,7                         | 98,7    | 73,3    | 104,3                                   |
| 7. Retenue libératoire nationale sur intérêts  | 16,7              | 16,8    | 22,2    | 25,0                 | 22,5           | 30,0           | 25,0           | 22,5                 | 30,0           | 26,6           | 66,9                         | 75,1    | 74,1    | -2,0                                    |
| 8. Contribution de crise   | 0,8               | 1,1     | 1,2     | 0,0                  | 0,0            | 1,7            | 0,0            | 1,4                  | 1,0            | 1,7            | #DIV/0!                      | #DIV/0! | 122,1   | 0,1                                     |
| 9. Impôt d'équilibre budgétaire temporaire [3]                                       | 42,4              | 42,3    | 0,0     | 80,0                 | 80,0           | 0,0            | 80,0           | 84,6                 | 0,0            | 0,0            | 42,4                         | 52,9    | #DIV/0! | 0,1                                     |
| 10. Retenue sur revenus d'épargne (non-résidents)                                    | 0,1385            | 24,3    | 40,5    | 40,0                 | 40,0           | 45,0           | 40,0           | 24,3                 | 45,0           | 40,0           | 0,3                          | 60,8    | 90,1    | -24,2                                   |
| 11. Jeux de casino (recettes brutes)   | 11,9              | 12,9    | 12,7    | 20,0                 | 25,0           | 19,1           | 20,0           | 19,1                 | 22,0           | 18,9           | 59,7                         | 51,4    | 57,9    | -0,9                                    |
| 12. Contributions directes - autres  | 62,7              | 37,3    | 50,7    | 68,6                 | 67,5           | 60,3           | 68,6           | 64,0                 | 60,3           | 66,1           | 91,4                         | 55,2    | 84,1    | 25,4                                    |
| <b>Pour mémoire: impôt commercial communal [2]</b>                                   | 527,7             | 421,3   | 424,5   | 561,0                | 602,2          | 530,0          | 561,0          | 602,2                | 530,0          | 564,2          | 89,3                         | 75,1    | 80,1    | 106,3                                   |
| <b>II. Douanes &amp; accises</b>   | 1 042,1           | 953,9   | 1 033,8 | 1 303,0              | 1 281,5        | 1 391,1        | 1 303,0        | 1 281,5              | 1 391,1        | 1 459,2        | 80,0                         | 88,6    | 74,3    | 88,3                                    |
| 13. Recettes brutes (nettes)   | 779,0             | 694,7   | 747,3   | 945,1                | 1 007,0        | 1 013,0        | 945,1          | 922,0                | 1 013,0        | 1 066,6        | 82,4                         | 88,0    | 81,1    | 94,4                                    |
| Recettes UE/BL brutes  | 697,6             | 672,5   | 747,3   | 945,1                | 987,0          | 1 003,0        | 945,1          | 908,8                | 1 003,0        | 1 044,9        | 73,8                         | 88,1    | 74,5    | 25,1                                    |
| Versaments reçus de la Belgique (+)  | 81,4              | 12,2    | 0,0     | 0,0                  | 20,0           | 0,0            | 0,0            | 12,2                 | 21,7           | 0,0            | #DIV/0!                      | 61,0    | 0,0     | 3,7                                     |
| Versaments versés à la Belgique (-)  | 0,0               | 0,0     | 0,0     | 0,0                  | 0,0            | 0,0            | 0,0            | 0,0                  | 0,0            | 0,0            | #DIV/0!                      | #DIV/0! | 0,0     | 0,0                                     |
| 14. Droits d'accises sur huiles minérales  | 132,0             | 136,5   | 141,0   | 175,4                | 183,1          | 200,0          | 175,4          | 183,1                | 200,0          | 192,6          | 75,3                         | 68,2    | 70,5    | -4,4                                    |
| 15. Droits d'accises sur cigarettes  | 69,1              | 61,0    | 73,5    | 107,3                | 92,0           | 88,0           | 107,3          | 83,1                 | 88,0           | 107,2          | 64,4                         | 66,3    | 83,6    | 8,2                                     |
| 16. Taxe sur les véhicules automobiles (brute) [8]                                   | 41,5              | 52,8    | 53,2    | 51,2                 | 64,0           | 68,0           | 51,2           | 64,0                 | 67,0           | 68,0           | 81,1                         | 82,5    | 79,4    | -11,3                                   |
| 17. Douanes & accises - autres   | 20,4              | 18,9    | 18,7    | 28,0                 | 25,1           | 23,1           | 28,0           | 25,1                 | 23,1           | 24,6           | 85,1                         | 67,7    | 81,2    | 1,5                                     |
| <b>III. Enregistrement &amp; domaines</b>  | 3 611,2           | 3 577,8 | 3 493,3 | 4 497,6              | 4 860,7        | 4 791,6        | 4 497,6        | 4 860,7              | 4 791,6        | 4 804,2        | 75,6                         | 79,6    | 72,9    | 33,4                                    |
| 18. Droits d'enregistrement  | 186,7             | 157,7   | 146,0   | 188,3                | 173,5          | 219,7          | 188,3          | 219,7                | 163,5          | 207,9          | 89,6                         | 90,9    | 89,3    | 11,0                                    |
| 19. Taxe sur la valeur ajoutée (recettes brutes) augmentée de la part nationale eTVA | 2 615,7           | 2 574,1 | 2 653,4 | 3 363,2              | 3 327,1        | 3 461,0        | 3 363,2        | 3 461,0              | 3 716,0        | 3 627,8        | 77,8                         | 77,4    | 71,4    | 41,6                                    |
| Taxe sur la valeur ajoutée (recettes brutes) [4]                                     | 2 615,4           | 2 574,1 | 2 653,4 | 3 363,2              | 3 327,1        | 3 461,0        | 3 363,2        | 3 461,0              | 3 716,0        | 3 627,8        | 77,8                         | 77,4    | 71,4    | 41,6                                    |
| 30 % des recettes eTVA encaissés, mais non encore portés en recette [5]              | 0,3               | 0,0     | 0,0     | 0,0                  | 0,0            | 0,0            | 0,0            | 0,0                  | 0,0            | 0,0            | #DIV/0!                      | #DIV/0! | 0,3     |   |
| 20. Taxe d'abonnement [6]  | 676,0             | 695,3   | 566,8   | 994,5                | 789,0          | 918,7          | 994,5          | 789,0                | 730,0          | 770,5          | 68,0                         | 88,1    | 77,6    | -19,3                                   |
| 21. Taxe sur les assurances  | 39,9              | 39,2    | 34,6    | 46,5                 | 43,5           | 44,3           | 46,5           | 43,5                 | 44,3           | 44,3           | 85,7                         | 90,0    | 79,4    | 0,7                                     |
| 22. Enregistrement & domaines - autres   | 110,9             | 111,6   | 92,5    | 184,4                | 164,5          | 138,6          | 184,4          | 211,8                | 138,6          | 153,7          | 60,2                         | 67,8    | 66,7    | -0,6                                    |
| <b>Pour mémoire : Droits de succession [7]</b>                                       | 50,4              | 54,0    | 52,7    | 70,0                 | 60,0           | 60,0           | 70,0           | 70,8                 | 60,0           | 74,0           | 72,1                         | 89,9    | 87,9    | -3,5                                    |
| <b>TOTAL DES RECETTES [I+II+III]</b>   | 9 947,6           | 9 459,4 | 9 124,5 | 12 749,7             | 12 995,3       | 12 482,8       | 12 749,7       | 12 995,3             | 12 482,8       | 12 514,8       | 74,4                         | 74,2    | 73,1    | 489,2                                   |
| <b>IV. Trésorerie de l'Etat</b>  | 301,8             | 289,4   | 233,7   | 241,2                | 318,2          | 282,3          | 241,2          | 318,2                | 282,3          | 270,1          | 117,1                        | 120,0   | 82,8    | 12,5                                    |
| <b>TOTAL DES RECETTES [I+II+III+IV]</b>  | 10 249,5          | 9 748,8 | 9 358,2 | 12 991,0             | 13 313,5       | 12 765,1       | 12 991,0       | 13 313,5             | 12 765,1       | 12 784,9       | 75,2                         | 75,0    | 73,3    | 500,7                                   |

[1] Avances trimestrielles dues en mars, juin, septembre et décembre.

[2] Avances trimestrielles dues en février, mai, août et novembre.

[3] L'impôt d'équilibre budgétaire temporaire (IEBT) est à charge des personnes physiques et perçu sur tous les revenus professionnels, de remplacement et du patrimoine, à l'exclusion des majorations sur les heures supplémentaires. Le taux de l'IEBT est fixé à 0,5 %.

[4] La TVA brute est répartie comme suit: (a) recettes à titre de ressources propres à verser à l'UE, (b) alimentation du fonds communal de dotation financière et (c) quote-part des recettes brutes à transférer au budget ordinaire des recettes

[5] dans le cadre de la directive 2006/112/EC, modifiée par la directive 2008/8/EC, l'Etat luxembourgeois retient 30 % des recettes totales de l'eTVA, les autres 70 % étant distribués aux autres Etats membres de l'UE

[6] Avances trimestrielles dues en janvier, avril, juillet et octobre.

[7] Recette en capital

[8] 40 % de la recette sont attribués au budget, 40 % au Fonds Kyoto et 20 % pour les communes. 80 % sont retenus dans le tableau des recettes

20  
16



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Finances

Tableau 2

**Administration centrale 2016**

**Evolution des recettes et dépenses au 30 septembre 2016**

|                   | Situation fin septembre |          |          |          |                       |       |
|-------------------|-------------------------|----------|----------|----------|-----------------------|-------|
|                   | 2013                    | 2014     | 2015     | 2016     | variation 2015 - 2016 |       |
|                   |                         |          |          |          | en millions           | en %  |
| Dépenses. . . . . | 10 616,1                | 10 944,1 | 11 530,0 | 12 042,3 | + 512,4               | +4,4% |
| Recettes. . . . . | 10 112,8                | 10 614,1 | 11 278,4 | 11 834,3 | + 555,9               | +4,9% |
| Solde . . . . .   | -503,3                  | -330,0   | -251,5   | -208,0   | -                     | -     |

Notes: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

# 20 16



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Finances

Tableau 3

## Administration centrale 2016

### Evolution des recettes et dépenses

|   | Situation fin septembre |                 |                 |                 |                     |              |
|---|-------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|---------------------|--------------|
|   | 2013                    | 2014            | 2015            | 2016            | variation 2015-2016 |              |
|   |                         |                 |                 |                 | en millions         | en %         |
| <b>Dépenses</b>   |                         |                 |                 |                 |                     |              |
| 1. Consommation intermédiaire .....                                 | 755,0                   | 785,6           | 855,9           | 892,0           | + 36,1              | +4,2%        |
| 2. Formation de capital .....                                       | 795,4                   | 769,3           | 899,5           | 1 133,2         | + 233,7             | +26,0%       |
| 3. Rémunération des salariés .....                                  | 2 285,9                 | 2 403,8         | 2 525,6         | 2 580,6         | + 55,0              | +2,2%        |
| 4. Subventions (Services publics d'autobus, logement...) .....      | 362,4                   | 354,7           | 418,3           | 384,5           | - 33,8              | -8,1%        |
| 5. Revenus de la propriété (intérêts débiteurs) .....               | 100,5                   | 114,4           | 80,5            | 138,7           | + 58,2              | +72,3%       |
| 6. Prestations sociales autres qu'en nature (Chômage, RMG...) ..... | 1 043,2                 | 1 113,2         | 1 164,0         | 1 153,7         | - 10,4              | -0,9%        |
| 7. Prestations sociales en nature .....                             | 36,8                    | 38,1            | 30,6            | 38,3            | + 7,7               | +25,0%       |
| 8. Autres transferts courants (Pensions, Maladie, Famille, .....    | 4 868,9                 | 5 077,7         | 5 263,5         | 5 435,8         | + 172,4             | +3,3%        |
| 9. Transferts en capital .....                                      | 370,6                   | 314,5           | 287,3           | 291,8           | + 4,5               | +1,6%        |
| 10. Corrections sur actifs non financiers non produits .....        | -2,6                    | -27,3           | 4,8             | -6,2            | - 11,0              | -231,4%      |
| <b>Dépenses totales .....</b>                                       | <b>10 616,1</b>         | <b>10 944,1</b> | <b>11 530,0</b> | <b>12 042,3</b> | <b>+ 512,4</b>      | <b>+4,4%</b> |
| <b>Recettes</b>   |                         |                 |                 |                 |                     |              |
| .....   | 4 279,5                 | 4 436,8         | 4 497,8         | 4 565,6         | + 67,8              | +1,5%        |
| 12. Impôts courants sur le revenu .....                             | 4 253,8                 | 4 569,2         | 4 945,2         | 5 313,8         | + 368,5             | +7,5%        |
| 13. Autres recettes .....   | 1 579,6                 | 1 608,1         | 1 835,4         | 1 954,9         | + 119,5             | +6,5%        |
| <b>Recettes totales .....</b>                                       | <b>10 112,8</b>         | <b>10 614,1</b> | <b>11 278,4</b> | <b>11 834,3</b> | <b>+ 555,9</b>      | <b>+4,9%</b> |
| <b>Solde .....</b>  | <b>-503,3</b>           | <b>-330,0</b>   | <b>-251,5</b>   | <b>-208,0</b>   | -                   | -            |

20  
16



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Finances

Tableau 4

## Budget de l'Etat\* pour 2016

(\*d'après la législation sur la comptabilité de l'Etat)

### Compte au 30 septembre 2016

|                          | Budget          | Situation fin septembre |                 |
|--------------------------|-----------------|-------------------------|-----------------|
|                          | 2016            | En valeur               | En %* du budget |
| <b>Budget courant</b>    |                 |                         |                 |
| Recettes .....           | 12 976,4        | 9 771,3                 | 75%             |
| Dépenses .....           | 12 174,6        | 8 729,1                 | 72%             |
| Excédents .....          | <b>+801,7</b>   | <b>+1 042,1</b>         | -               |
| <b>Budget en capital</b> |                 |                         |                 |
| Recettes .....           | 90,2            | 91,7                    | 102%            |
| Dépenses .....           | 1 330,2         | 1 285,2                 | 97%             |
| Excédents .....          | <b>-1 240,0</b> | <b>-1 193,5</b>         | -               |
| <b>Budget total</b>      |                 |                         |                 |
| Recettes .....           | 13 066,6        | 9 863,0                 | 75%             |
| Dépenses .....           | 13 504,8        | 10 014,4                | 74%             |
| Excédents .....          | <b>-438,2</b>   | <b>-151,4</b>           | -               |

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

\* par rapport au budget voté de 2016